

# Marcel Bayle

**Professeur émérite de droit privé et sciences criminelles**

**Ancien directeur exécutif du CREOP UR 15561**

Né à Tulle le 18 février 1951



*CV mis à jour en décembre 2024*

**Etudes, titres et diplômes :** études secondaires au CEG de Souilhac à Tulle, puis au Lycée Edmond Perrier à Tulle, puis Université de Limoges en tant qu'étudiant salarié jusqu'au DES (actuel M2), puis Université d'Orléans pour un DEA de droit économique, et Thèse d'Etat à Limoges sous la direction du Président de l'Université de Toulouse, Michel Despax.

Doctorat d'Etat de droit privé et agrégation interne de droit privé et sciences criminelles

## **Synthèse de la carrière :**

- \* Vacataire à l'IUT du Limousin à partir de 1975
- \* Assistant contractuel de l'Université de Poitiers en poste à La Rochelle de 1977 à 1979
- \* Assistant de l'Université de Limoges de 1979 à 1986
- \* Maître de conférences à la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges du 1/10/1986 au 31/10/ 1998
- \* Concours de professeur des universités (agrégation interne de droit privé et sciences criminelles 1998) : nomination en qualité de professeur à l'Université d'Auvergne le 1<sup>er</sup> novembre 1998
- \* Professeur à l'Université de Limoges depuis septembre 2000
- \* Professeur émérite depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020

## **Principales responsabilités scientifiques :**

\* Direction d'un groupe de recherches en 1989, le CREJ-PME (Centre d'Etudes juridiques sur les PME) fonctionnant comme sous-équipe au sein du laboratoire OMIJ.

\* Mise en place d'une Jeune Equipe en 2002 : le CREOP (Centre de Recherches sur l'Entreprise, les Organisations et le Patrimoine) devenu en 2003 EA 4332. Direction puis codirection de cette équipe jusque fin 2017.

## **Principales innovations pédagogiques**

- Créateur et ancien responsable du master Droit de l'Entreprise et des Patrimoines Professionnels
- Fondateur et ancien responsable du Diplôme d'Université d'expertise judiciaire. Concepteur et rédacteur du livret de formation. Ce DU fut le premier en France à être créé pour former les experts judiciaires de toutes spécialités.
- Scénariste et acteur d'un film vidéo illustrant divers aspects juridiques de la légitime défense pour le service de formation continue de l'Université de Nantes.
- Concepteur d'une quinzaine de sujets de thèses et encadrement des doctorants, outre l'encadrement de nombreux mémoires et rapports de stages

## **Travaux (liste non exhaustive) :**

### *Ouvrages individuels et collectifs :*

- Thèse d'Etat soutenue à Limoges en 1985 sous la direction de Michel Despax, Président de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 787 pages. La thèse a été consacrée à « La protection des salariés et la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire ».
- Coauteur d'un rapport de 194 pages pour le Commissariat général du plan avec Jean-Claude Hallouin et Jean Mouly (1989)
- Coauteur de l'ouvrage « La protection conventionnelle des espaces naturels », PULIM 2000 pages 73 à 101.

- Coauteur de l'ouvrage coordonné par Michel Prieur « Le droit à l'information en matière d'environnement dans les pays de l'Union Européenne », PULIM 1997, pages 15 à 37.
- Auteur du livret de formation en droit privé, option ouverte dans le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires) pour le compte du service de formation continue de l'Université de Nantes : 128 pages rédigées en 2004, actualisées régulièrement jusqu'en 2015.
- Coauteur des Mélanges Lombois, « Apprendre à douter », PULIM 2004, pages 53 à 83.
- Coauteur des Mélanges Prieur, « Pour un droit commun de l'environnement », Dalloz 2007, pages 21 à 39.
- Coauteur de l'ouvrage intitulé « Incertitude juridique et incertitude scientifique », Institut fédératif environnement et eau, PULIM 2000, contribution personnelle pages 145 à 178.
- Auteur en 2004 puis coauteur de l'ouvrage de 187 pages consacré à l'expertise judiciaire et à la connaissance des principes directeurs du procès, ainsi qu'à la terminologie juridique.
- Auteur de l'ouvrage d'introduction à l'étude du droit privé pour les étudiants roumains, ouvrage rédigé en 2008, longtemps en ligne sur le site du CREOP, 126 pages traduites en roumain par Florin Streteanu, Pr. à Cluj-Napoca. L'ouvrage s'intitule : « Prezentare generală a dreptului privat francez pentru uzul studenților români »
- Coauteur de l'ouvrage en anglais intitulé "World Insolvency", publié au Canada (Editions Carswell 2009) contribution de 62 pages (pages 195 à 201 et pages 224 à 279).
- Coauteur de l'ouvrage intitulé « Les catastrophes écologiques et le droit » (contribution de 21 pages) édité en 2011 par Bruylant-Larcier (Groupe De Boeck, Belgique).
- Auteur de l'ouvrage de droit des transports et de l'aménagement du territoire intitulé « Les riverains du chemin de fer fantôme », nov 2016 Ed. CRI, contenant plusieurs chapitres consacrés à l'arrêt du Conseil d'Etat du 15 avril 2016 portant annulation de la DUP d'un projet de LGV. (88 pages).

## *Articles*

- Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique 1986 pages 1 à 37, article intitulé « De l'intérêt du règlement amiable ».
- JCP, Cahiers de droit de l'entreprise 1989, II, 15498, article consacré aux aspects juridiques des concentrations des entreprises de presse p. 328 à 338.
- Revue juridique du Centre-Ouest 1991, pages 458 à 461 : note sous arrêt de la Cour d'Appel de Limoges du 15 mars 1990 relatif au défaut de déclaration des créances et à la situation de la caution en cas de forclusion du créancier.
- Revue de droit commercial belge 1992 pages 672 à 681 : article intitulé « La responsabilité pénale des dirigeants de sociétés en droit de l'environnement »
- Bulletin Joly 1992 pages 458 à 469 : article intitulé « La reprise en gestion directe d'une activité opère-t-elle transfert des contrats de travail ?
- Revue Les Petites Affiches 1993, N° 120 du 6 octobre 1993, p. 40 à 55, article intitulé « L'incidence de la réforme du code pénal en droit de l'environnement ».
- Rapport sur « La discrétion des acteurs économiques et la transparence de l'information en matière d'environnement » publié dans l'ouvrage « Le droit à l'information en matière d'environnement dans les pays de l'Union Européenne », PULIM 1997, pages 15 à 37.
- Revue Les Petites Affiches N° 152 du 20 décembre 1995 : Conceptualisation de la veille juridique pages 3 à 6.
- Rapport pour le Ministère de l'Environnement sur les obstacles à la protection conventionnelle des espaces naturels, notamment du fait des difficultés financières de certains organismes privés chargés de la protection environnementale (publié dans l'ouvrage « La protection conventionnelle des espaces naturels », PULIM 2000, pages 73 à 101.
- Revue juridique d'Auvergne 2000, N° spécial « Les Thémiales de Riom » p.65 et 139, contributions sur le thème du principe de précaution, à la suite du colloque de Riom organisé en 1999 par l'Université d'Auvergne.
- Rapport de 33 pages sur « L'incertitude en droit de la chasse », publié dans l'ouvrage intitulé « Incertitude juridique et incertitude scientifique » PULIM 2000 pages 145 à 178.

- Rapport de 28 pages sur la transposition française de 11 directives européennes en matière de pollutions industrielles notamment, pour le compte de l'Institut METRO (Maastricht European Institute for Transnational Legal Research) de Maastricht (Hollande), 2002.
- Rapport sur la « Compatibilité des principaux systèmes pénaux nationaux européens en matière de pollution de cours d'eau » pour le compte de l'UMR de droit comparé de l'Université de Paris 1 (UMR 7526), mars 2002 avec exposé de ce rapport lors du séminaire de droit comparé de l'UMR de droit comparé de l'Université de Paris 1 (UMR 7526), Paris 11 et 12 avril 2002, sous la direction de Mmes Demas-Marty, Giudicelli-Delage et Lambert-Abdelgawad, publié dans l'ouvrage « L'harmonisation des sanctions pénales en Europe », Société de législation comparée, 2003, p. 343 à 352.
- Rapport au colloque organisé par le Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht de Fribourg (Freiburg) en Allemagne, 16 et 17 septembre 2002 sur le thème de l'harmonisation du droit pénal de l'environnement appliqué aux entreprises non publié.
- Revue européenne de droit de l'environnement 2003 pages 24 à 38 : « Pollution de cours d'eau, étude de cas ».
- Article intitulé « Captiver », sur la pédagogie dans l'enseignement du droit, publié dans l'ouvrage « Apprendre à douter », PULIM juillet 2004, pages 53 à 83.
- Contribution à la synthèse des travaux du pôle « INRER » 2001-2004 sur le thème « Valorisation et développement des espaces à faible densité » (EFD), sous la responsabilité de Jacques Fontanille.
- Article consacré aux conflits de voisinage entre les entreprises et les habitations, in « Pour un droit commun de l'environnement », éd. Dalloz 2006, pages 21 à 39.
- Article intitulé « La responsabilité du bailleur de fonds pour préjudice environnemental », Recueil Dalloz 2007, Chronique, pages 2398 à 2407.
- Article intitulé « L'enchaînement des procédures de prévention et de traitement de la cessation des paiements », Les Petites Affiches 2008, N°213 pages 3 à 12.
- Article de vulgarisation dans le Journal Libération, 13 avril 2009, page 13 sur l'échec du droit en matière de prévention des catastrophes.

- Article de 19 pages intitulé «Entreprises et biodiversité», issu d'une contribution au colloque 2010 de Tulle (colloque sur la protection de la biodiversité).
- Article de 14 pages intitulé « Développement durable ou développement soutenable ? De nos regards croisés à notre destin commun » in « Durable ou soutenable ? », ouvrage collectif du CREOP publié aux PULIM 2024, pages 183 à 197.
- Article de 17 pages intitulé « Dans les coulisses de la cérémonie de proclamation de la société à mission » in « *Durable ou soutenable ?* », ouvrage collectif du CREOP publié aux PULIM 2024, pages 119 à 136

## Préfaces :

- Préface de la thèse de Pierre de Oliveira sur le sujet « Droit du logiciel », Editions FYP, 2012.
- Préface à la thèse de David Defrance sur le sujet « Le retour à meilleure fortune », Editions L'Harmattan 2017.
- Préface de la thèse de Mamadou Yacine Bah sur le sujet : « La pluralité de patrimoine », Editions Pulim 2024.

## Divers :

J'ai ouvert un blog sur Médiapart où je publie des billets d'ordre sociologique, mais aussi des articles contenant des analyses juridiques (par exemple sur le droit de la chasse, 55 pages publiées en 2018 : <https://blogs.mediapart.fr/marcel-bayle/blog/260918/>)

J'écris depuis longtemps en droit de l'environnement, Il constituait voici quarante ans une niche occupée exclusivement par les publicistes à Limoges. Attiré par la protection de l'environnement naturel, fondateur de diverses associations environnementales dès 1975 (voir <https://blogs.mediapart.fr/marcel-bayle/blog/280417/40-ans-de-protection-de-la-nature-en-limousin>), j'ai vu avec plaisir se dégager des opportunités de faire des cours et de participer à des recherches dans ce qui allait devenir le mal nommé « droit du développement durable ». J'ai créé dès 2003 un cours de droit du développement soutenable

appliqué aux entreprises, dans le M2 droit de l'entreprise et des patrimoines professionnels (DEPP). Mes recherches dans ce domaine m'ont permis de valoriser mes connaissances pluridisciplinaires. Je pense apporter au droit du développement soutenable le regard du privatiste théoricien et celui du connaisseur de réalités environnementales pratiques. Par exemple, c'est ce croisement du droit et des connaissances environnementales qui avait intéressé les journalistes de Libération lors du colloque sur les catastrophes écologiques, à Limoges, en 2009. La page qu'ils ont consacrée à mon travail montrait que le privatiste a un apport original, s'il dévoile par exemple les causes et conséquences des catastrophes écologiques tout en révélant les règles de droit utilisables par les victimes, et aussi par les industriels et les pouvoirs publics pour prévenir de nouveaux dommages.

## **Activités d'encadrement doctoral et d'habilitation à diriger les recherches :**

**\* Thèses encadrées à 100% : dix thèses soutenues : celles de :**

- **Patrick Rafolisy**, "Protection juridique de l'intégrité morale et développement durable ; le cas de Madagascar". (2008)
- **Valmir Pozzetti**, « Sécurité alimentaire et aliments transgéniques » (2009)
- **Anaïs Hugon**, « Les mutations du droit de l'entreprise et l'objectif de développement durable » (2010)
- **Adalberto Carim Antonio**, « Les peines alternatives dans le monde » (2011)
- **Marialice ANTAÕ**, « La protection juridique de la faune sauvage en droit brésilien et français » (2011)
- **Stéphanie Gasnier**, « La simplification du droit, essai d'une théorie générale ». (2012) : <http://www.senat.fr/presse/cp20130606c.html>
- **Makram Ben Sdira**, « La protection des actionnaires minoritaires à l'occasion des fusions de sociétés » (2014)
- **David Defrance** « Le retour à meilleure fortune » (2016)
- **Assia Thouari** « La responsabilité civile du fait du dommage nucléaire civil » (2018)

- **Mamadou Yacine Bah** « La pluralité de patrimoines » (2021), publiée aux Pulim 2024 (413 pages plus annexes).

**\* Thèses encadrées à 50% : quatre thèses soutenues :** celles de :

- **Alain Douglas Wandji Kamga** « Le droit à l'exécution forcée - Réflexion à partir des systèmes camerounais et français », cotutelle internationale de thèse. Codirecteur : Paul-Gérard Pougoué. Thèse soutenue en 2009 à Yaoundé (Cameroun).

- **Gérard Bourliaud**, « Contribution à la clarification de la gestion et du droit des systèmes éducatifs » thèse en VAE. Codirecteur : JC Mathé. Thèse soutenue en 2011.

- **Romain Feydel**, « Le refinancement d'entreprises en difficultés » (2019) Codirecteur : Thierry Léobon. Thèse soutenue en 2019.

- **Karim El Kdim** « La place du capital humain en droit positif » Codirecteur : Thierry Léobon. Thèse soutenue en 2023.

**Une dernière codirection de thèse en cours fin 2024 :**

- **Johnny Duplan**, « Vulnérabilité et détresse du chef d'entreprise : essais sur les interactions entre son statut juridique et sociétal. », codirecteur : Romain Dumas. Soutenance prévue pour 2025.

• **Chargé de suivi en habilitation, cinq HDR soutenues :**

- **Isabelle Laurent-Merle**, maître de conférences de droit privé et sciences criminelles à l' IUT du Limousin. HDR soutenue en 2008.

- **Spener Yawaga**, maître de conférences de droit privé et sciences criminelles au Cameroun, HDR soutenue en 2011.

- **Annie Chamoulaud-Trapiers**, maître de conférences de droit privé

et sciences criminelles à la Faculté de droit et sciences économiques de Limoges, HDR soutenue en 2011

- **Gulsen Yildirim**, maître de conférences de droit privé et sciences criminelles à la Faculté de droit et sciences économiques de Limoges, HDR soutenue en 2011.
- **Romain Dumas** maître de conférences de droit privé et sciences criminelles à la Faculté de droit et sciences économiques de Limoges, HDR soutenue en 2017

### • **Responsabilités institutionnelles :**

Membre élu du conseil de gestion de la FDSE de 1980 à 1998, puis de 2000 à 2019

Chargé de mission Amérique latine de 2001 à 2007

Président et membre de nombreuses commissions de spécialistes, comités de sélection et comités d'expertise

Président de la section de droit privé de l'Université de Limoges de 2002 à 2010.

Membre du Conseil de l'Institut Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université de Limoges de 2003 à 2015

Membre du conseil de l'Ecole Doctorale Thématique 526 de 2003 à 2015

Membre du conseil de gestion de l'IAE de Limoges de sa création en 2008 à 2011.